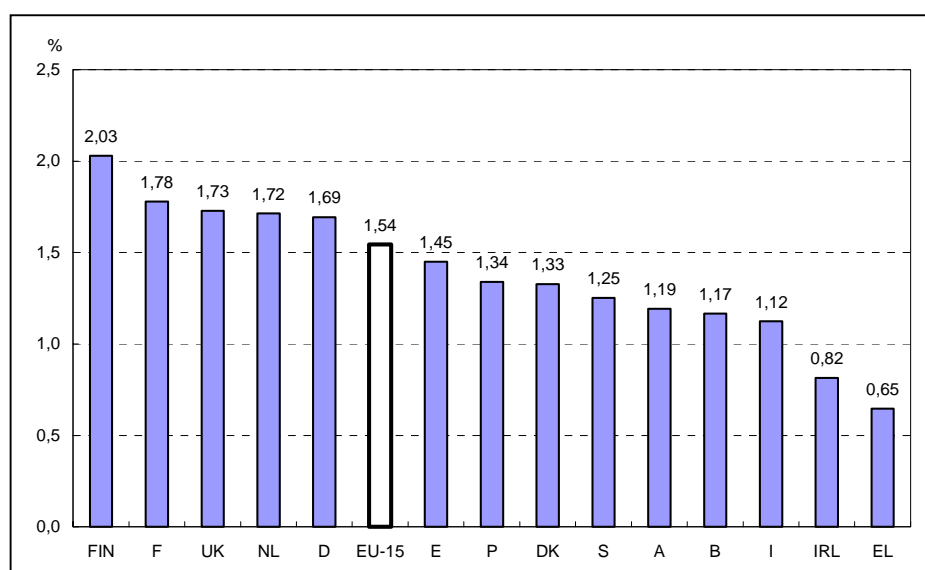


Quels budgets les administrations publiques consacrent-elles aux activités de R&D?

Étalonnage des performances européennes, américaines et japonaises

Ibrahim LAAFIA

Graphique 1: CBPRD en % des dépenses totales des administrations publiques, 1999



Source: Eurostat

Statistiques en bref

SCIENCE ET TECHNOLOGIE

THEME 9 – 5/2001

Contenu

La Finlande consacre davantage de crédits publics à la R&D que les autres pays de l'UE..... 2

Fonds généraux des universités: la part du lion des CBPRD européens 3

La place de l'Europe dans la Triade: convergence et fléchissement.....4

Des priorités socio-économiques différentes dans la Triade.....5

Les crédits budgétaires publics de R&D représentent tous les crédits de R&D inscrits aux budgets fédéraux et de l'administration centrale. Ils se rapportent donc aux prévisions budgétaires et non aux dépenses effectives

- En 1999, la Finlande a consacré davantage de crédits (mesurés en part des dépenses totales des administrations publiques) aux activités de R&D que n'importe quel autre pays de l'Union.
- En données corrigées de l'inflation, les crédits budgétaires publics de recherche et développement (CBPRD) totaux de l'UE sont restés quasi stables entre 1990 et 2000. Si les CBPRD civils ont connu une légère progression durant la dernière décennie, ceux consacrés à la défense ont connu à l'inverse une forte réduction.
- L'objectif socio-économique 'Structures et relations sociales' a enregistré la croissance absolue la plus élevée au niveau communautaire au cours des cinq dernières années, en volume l'Allemagne totalise plus de 30 % des crédits européens engagés, le Royaume-Uni 20 % et l'Italie près de 13 %.
- La 'Recherche financée par les fonds généraux des universités' représente une part de plus en plus importante des CBPRD dans l'UE: cela est dû en partie à son augmentation constante et en partie au déclin de l'objectif socio-économique 'Objectifs technologiques'.
- Au Japon, l'objectif socio-économique 'Recherche financée par les fonds généraux des universités' a connu une hausse identique, voire légèrement supérieure.
- Aux États-Unis, les crédits publics consacrés à la défense ont diminué en termes absolus au cours des années 1990, mais ils représentaient encore plus de 50 % des CBPRD en 1998.



La Finlande consacre davantage de crédits publics à la R&D que les autres pays de l'UE

En 1999, la Finlande a affecté davantage de crédits budgétaires (mesurés en part des dépenses totales des administrations publiques) aux activités de R&D que n'importe quel autre pays de l'Union. L'Allemagne, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni se sont également situés au-dessus de la moyenne communautaire, qui est de 1,54 % (voir graphique 1). Les administrations publiques grecques et irlandaises ont accordé une importance moindre au financement public de la R&D en 1999, avec des taux équivalents à environ la moitié de la moyenne communautaire.

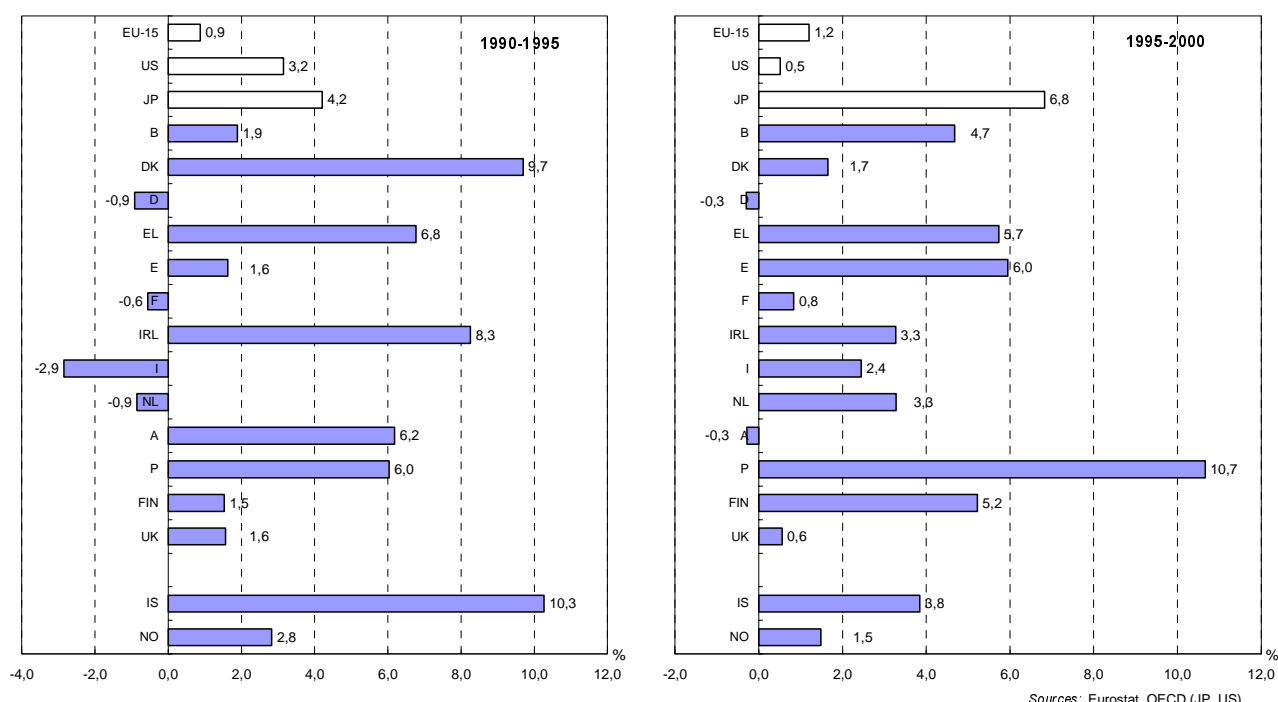
Néanmoins, les dépenses ont augmenté de manière relativement constante en termes absolus tant en Grèce qu'en Irlande au cours de la dernière décennie, comme l'indique les CBPRD mesurés en ECU/EUR constants de 1995 (tableau 1). Ces deux pays présentent une croissance plus forte entre 1990 et 1995 qu'entre 1995 et 2000 (voir aussi graphique 2). La France, l'Italie et le Royaume-Uni ont tous enregistré des réductions absolues des crédits publics consacrés à la R&D durant les années 1990, la première moitié de cette décennie ayant une incidence plus importante sur ces tendances que la période 1995-2000. Même s'il ne s'agit pas de réductions budgétaires de grande ampleur, le poids de ces pays est suffisant dans l'Union pour que l'on constate en 2000 une très légère baisse des CBPRD totaux de l'UE par rapport aux chiffres de 1990.

Tableau 1: CBPRD totaux en millions d'ECU/EUR constants de 1995, 1990-2000

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
EU-15	55 215	57 280	56 877	55 216	53 575	53 753	53 623	53 050 s	52 851	54 058 p	55 035 s
B	1 014	1 046	1 023	1 077	1 081	1 113	1 180	1 246	1 301	1 375	1 398 p
DK	918	921	855	812	876	976	1 005	1 051	1 095	1 123	1 061 p
D	15 997 a	17 901	18 004	17 519	16 845	16 885	17 012	16 399	16 232	16 398	16 447 p
EL	188	181	162	173	185	259	275	288	282	317	340 p
E	2 221 a	2 215 a	2 147 a	2 049 a	2 036 a	2 169	2 166	2 356	2 782	3 052	3 713 p f
F	15 341	15 397	14 658	14 174	13 935	13 262	12 992	12 280	12 315	12 438	12 511 p
IRL	113	123	134	143	134	169	182	178	182	211 p	:
I	5 775	5 972	6 402	5 492	5 081	5 153	4 929	5 246	5 039	4 912	5 340 p
NL	2 510	2 413	2 423	2 385	2 354	2 402	2 515	2 679	2 809	2 926	2 804 p f
A	890	1 032	1 073	1 141	1 232	1 201	1 158	1 153	1 203	1 263	1 184 p f
P	274 a	301 a	382 a	383 a	366 a	372	433	456	499	575	617
FIN	829	913	951	974	962	969	980	1 211	1 241	1 260	1 240
S	2 084 a	2 168 a	2 155 a	2 131	2 051	2 098	2 069	1 819	1 581	1 556	1 606 p
UK	7 062	6 696	6 509	6 763	6 436	6 726	6 727	6 688	6 289	6 652	6 576 p
EEA	56 016 d	58 152	57 847	56 191	54 558	54 709	54 585	54 021 s	53 885	55 072 p	55 930 d
IS	:	30	23	38	41	44	44	41	54	51 p	:
NO	800	843	947	937	942	912	919	929	980	964	895 f
JP	16 403	16 778	17 406	18 368	19 096	20 320	23 031	24 507	24 773	26 159	27 668
US	55 286	55 120	55 867	55 713	53 361	52 592	51 805	52 723	53 463	55 576 p	56 626 p

Sources: Eurostat, OECD (JP, US).
 'a' = déflateur du PIB complété à l'aide du SEC 79; 'f' = prévision pour le déflateur du PIB; 'p' = provisoire; 's' = estimation Eurostat; 'd' = l'Islande n'est pas inclus dans l'EEA;
 'l' = rupture de la série.

Graphique 2: Taux de croissance annuelle moyenne des CBPRD civils en ECU/EUR constants de 1995, 1990-1995 et 1995-2000 (1)



Sources: Eurostat, OECD (JP, US).

(1) Données provisoires pour 2000 sauf pour P, FIN, JP; DK = 1993-95; D = 1991-95; F = 1992-95; FIN = 1991-94; IS = 1991-95; IS = 1995-99; NO = 1995-99; US = 1995-98; S non incluse.

Un examen plus attentif du graphique 2, qui présente le taux de croissance annuelle moyenne des CBPRD civils (c'est-à-dire CBPRD totaux moins les CBPRD consacrés à la défense), révèle qu'en France, cette réduction s'est produite en majeure partie dans le secteur de la défense: les CBPRD civils en France n'ont diminué que de 0,6 % par an entre 1992 et 1995, alors que les réductions absolues des CBPRD totaux ont été beaucoup plus importantes (voir tableau 1). Le graphique 2 montre également que, dans certains pays, les crédits publics consacrés à la R&D civile varient sensiblement au fil des années.

Cependant, même si les CBPRD totaux sont relativement stables au niveau européen, les CBPRD civils sont passés d'environ 43 milliards d'ECU/EUR en 1990 à 44,5 milliards en 1995, pour atteindre plus de 47 milliards en 2000 (mesurés en ECU/EUR constants de 1995). Onze États membres ont affecté plus de 1 milliard d'ECU/EUR constants de 1995 à la R&D en 2000; ils n'étaient que neuf en 1995 et huit en 1990.

Fonds généraux des universités: la part du lion des CBPRD européens

Le tableau 2 montre que, dans l'Union européenne, la majeure partie des crédits budgétaires provisoires pour la R&D en 2000 a été consacrée à l'objectif socio-économique 'Fonds généraux des universités', qui représente près d'un tiers des CBPRD totaux. De grandes disparités existent entre les États membres: cet objectif totalise environ les deux tiers des CBPRD en Autriche, mais un cinquième seulement en Belgique, en Espagne, en France et au Royaume-Uni. Les crédits consacrés à cet objectif ont augmenté en termes absolus dans la majorité des États membres (voir tableau 3), mais les croissances les plus importantes peuvent être observées aux Pays-Bas (environ 8 %), puis en Grèce et au Portugal (7 %).

En 2000, les crédits alloués à la défense ont représenté moins de 10 % des CBPRD totaux dans chacun des États membres (15 % au niveau européen), sauf en Espagne, en France et au Royaume-Uni, où leur part dans les CBPRD totaux a varié d'un peu plus de 20 % en France à environ 33 % en Espagne et au Royaume-Uni. La 'Défense', juste avant la catégorie 'Exploration et exploitation du milieu terrestre', est l'objectif qui a accusé la baisse la plus importante au cours des cinq dernières années au niveau européen (4 % par an en termes réels).

L'objectif socio-économique 'Structures et relations sociales', qui inclut la recherche sur des aspects sociaux, tels que l'éducation et la formation ou la gestion des entreprises et des institutions, a enregistré la croissance absolue la plus élevée au niveau communautaire au cours des cinq dernières années, l'Allemagne totalisant plus de 30 % des crédits européens engagés, le Royaume-Uni 20 % et l'Italie près de 13 %.

La Commission européenne a consacré environ 2,5 milliards d'euros aux activités de R&D en 1999, un tiers de ce montant étant affecté aux 'Production et technologie industrielles', suivies par la catégorie 'Production, distribution et utilisation rationnelle de l'énergie'.

Tableau 2: CBPRD par catégorie de la NABS, en millions d'ECU/EUR courants – données provisoires pour 2000 (1)

	EU-15	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	NL	A	P	FIN	S	UK	CEC	IS	NO	US	JP
1. Exploration et exploitation du milieu terrestre	869	14	15	297	15	83	76	1	110	24	29	10	19	31	145	47	0	27	880	556
2. Infrastructures et aménagement du territoire	921	16	22	269	20	27	96	6	18	87	24	47	27	76	187	168	3	27	1 672	1 237
3. Pollution et protection de l'environnement	1 660	51	33	560	13	112	239	4	168	114	25	27	28	26	260	187	0	34	509	264
4. Santé publique	3 862	23	24	558	23	202	735	7	457	108	30	41	85	25	1 545	195	3	84	12 633	1 282
5. Production, distribution et utilisation rationnelle de l'énergie	2 081	39	24	570	6	152	664	0	302	89	5	5	65	108	51	371	2	30	846	5 965
6. Production et technologie agricoles	2 049	42	148	410	27	176	321	51	142	90	40	80	67	35	420	130	15	107	1 379	1 144
7. Production et technologie industrielles	6 131	321	76	1 999	54	662	838	76	1 045	386	76	80	353	102	62	826	1	146	355	2 231
8. Structures et relations sociales	1 854	63	133	592	16	24	98	18	238	79	26	21	68	106	373	93	29	84	624	301
9. Exploration et exploitation de l'espace	3 640	169	33	741	4	231	1 437	0	587	90	1	3	26	63	255	17	0	28	7 313	1 836
10. Recherche financée par les fonds généraux des universités (FGU)	19 142	273	463	6 274	179	895	2 345	60	2 875	1 358	763	223	333	953	2 148	0	0	470	0	11 702
11. Recherches non orientées	9 395	340	212	2 712	31	307	2 942	32	755	315	177	50	153	0	1 370	158	12	99	3 889	4 621
12. Autres recherches civiles	891	66	0	17	1	52	343	0	0	135	0	21	0	215	40	249	0	0	0	510
13. Défense	9 179	5	7	1 308	3	1 264	2 960	0	59	76	0	7	16	133	3 340	0	0	60	35 522	1 368
Crédits civils totaux	52 494	1 418	1 182	15 000	388	2 923	10 132	256	6 697	2 875	1 197	610	1 224	1 739	6 854	2 441	65	1 136	30 099	31 649
Crédits totaux	61 673	1 423	1 189	16 308	391	4 187	13 092	256	6 756	2 951	1 197	617	1 240	1 873	10 194	2 441	65	1 196	65 621	33 017

Sources: Eurostat, OECD (JP, US).

(1) IRL, CEC (Commission européenne), IS = 1999, données provisoires; US = 1998, données définitives; P, FIN, JP = données définitives.

Tableau 3: Taux de croissance annuelle moyenne des CBPRD par catégorie de la NABS, en millions d'écus/euros constants de 1995, 1995-1999 (1)

	EU-15	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	NL	A	P	FIN	S	UK	IS	NO	JP	US
1. Exploration et exploitation du milieu terrestre	-2,1	-3,6	-2,2	-6,6	1,9	2,6	-3,8	10,2	7,8	30,9	11,0	-12,5	15,9	44,6	-9,4	:	-4,7	10,8	1,3
2. Infrastructures et aménagement du territoire	1,1	9,7	3,2	2,3	25,3	22,6	-0,9	4,1	-4,7	-1,4	-6,1	42,8	-2,7	-6,1	-0,3	5,8	10,8	24,5	-2,2
3. Pollution et protection de l'environnement	-0,6	16,8	-2,1	-1,7	2,0	9,6	-6,6	7,9	4,6	6,9	-6,7	9,4	2,9	-15,7	-0,1	-35,6	2,1	13,1	-0,4
4. Santé publique	1,6	-10,7	5,1	0,1	5,7	7,9	0,9	13,8	-5,7	21,6	2,5	17,7	26,7	-3,5	2,3	8,5	2,8	13,9	4,9
5. Production, distribution et utilisation rationnelle de l'énergie	3,3	0,9	1,6	0,7	-10,8	19,8	0,9	:	10,5	2,0	12,9	25,1	23,1	11,7	-16,3	0,3	-3,3	5,0	-31,8
6. Production et technologie agricoles	-1,6	-1,3	7,7	-1,2	-5,2	5,1	-5,0	4,7	-0,4	-6,3	2,8	15,1	1,0	-4,7	-4,8	-0,2	-0,1	6,8	-5,3
7. Production et technologie industrielles	0,2	18,6	-0,2	-1,7	6,7	6,4	-1,2	7,9	-2,8	6,0	-1,5	17,0	3,5	-15,8	-31,2	-12,9	-4,8	22,2	-10,3
8. Structures et relations sociales	6,2	13,5	0,8	8,1	24,4	6,2	4,2	-5,1	13,8	8,1	6,4	2,6	1,3	-8,5	8,9	:	0,7	-1,3	-4,3
9. Exploration et exploitation de l'espace	-1,4	-0,6	4,7	-4,0	17,5	-3,9	-0,4	:	-0,6	-2,4	13,7	:	10,8	14,2	-4,5	:	-5,5	2,3	-0,5
10. Recherche financée par les fonds généraux des universités (FGU)	1,4	0,2	5,8	-0,4	7,0	2,1	2,4	-1,4	1,8	7,8	0,9	7,0	5,8	-0,9	0,4	:	4,9	3,3	:
11. Recherches non orientées	1,0	6,4	2,7	0,8	0,0	-0,6	1,6	45,0	5,1	2,5	3,8	3,0	13,0	:	-1,1	30,2	2,5	14,4	14,0
12. Autres recherches civiles	0,2	-0,1	:	-23,5	40,4	-4,5	9,7	:	:	-2,6	-32,6	44,2	:	:	-6,7	:	:	:	:
13. Défense	-4,0	6,6	6,8	-2,8	-3,5	36,3	-8,2	:	-39,6	-2,1	-39,1	18,2	-3,7	-28,5	1,0	:	-0,3	-0,8	0,6
Crédits civils totaux	0,9	5,4	3,5	-0,5	5,3	4,0	0,9	5,7	0,8	5,3	1,3	11,4	7,0	-3,5	-1,0	3,8	1,5	7,0	0,5
Crédits totaux	0,1	5,4	3,6	-0,7	5,2	8,9	-1,6	5,7	-1,2	5,1	1,3	11,5	6,8	-7,2	-0,3	3,8	1,4	6,5	0,5

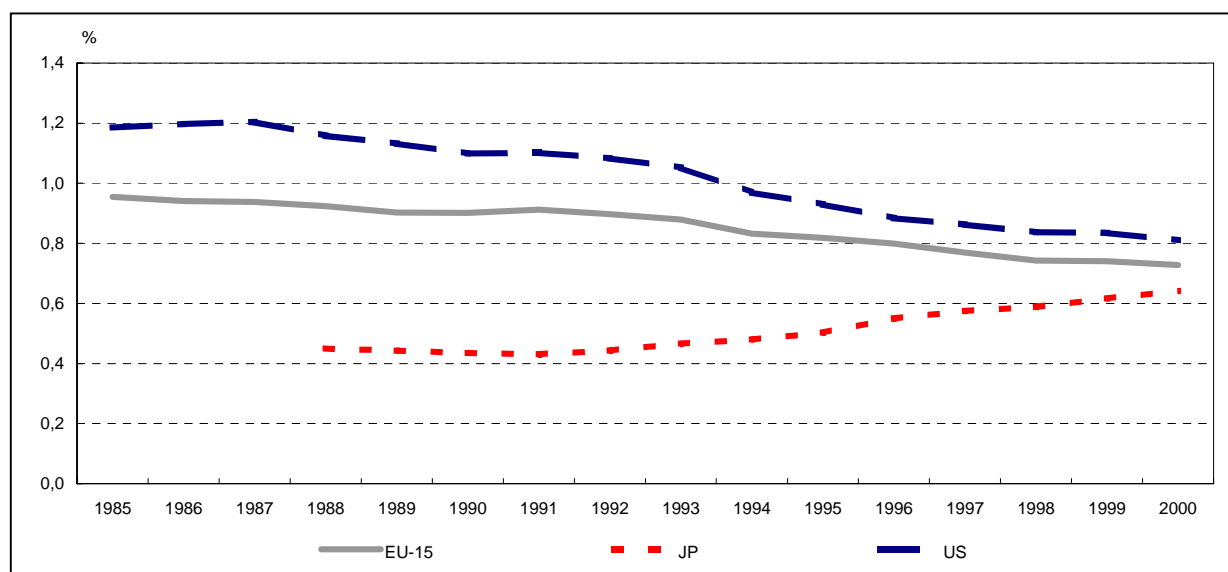
Sources: Eurostat, OECD (JP, US).

(1) IRL, IS = 1999, données provisoires; IS = 1997-1999 pour les recherches non orientées; US = 1995-1998, données définitives.

La place de l'Europe dans la Triade: convergence et fléchissement

Le graphique 3 montre clairement le chemin convergeant des crédits publics consacrés à la R&D au cours des quinze dernières années entre les pays de la Triade. Les administrations publiques en Europe et aux États-Unis ont affecté moins de fonds publics aux activités liées à la R&D. Durant la même période, les CBPRD sont passés d'à peine 0,5 % à 0,64 % du PIB au Japon, où la série chronologique débute en 1988. Il convient de souligner que cette progression est due en partie à l'augmentation des niveaux de CBPRD et en partie à la stagnation ou à la diminution du PIB.

Graphique 3: CBPRD en % du PIB, 1985-2000 (1)

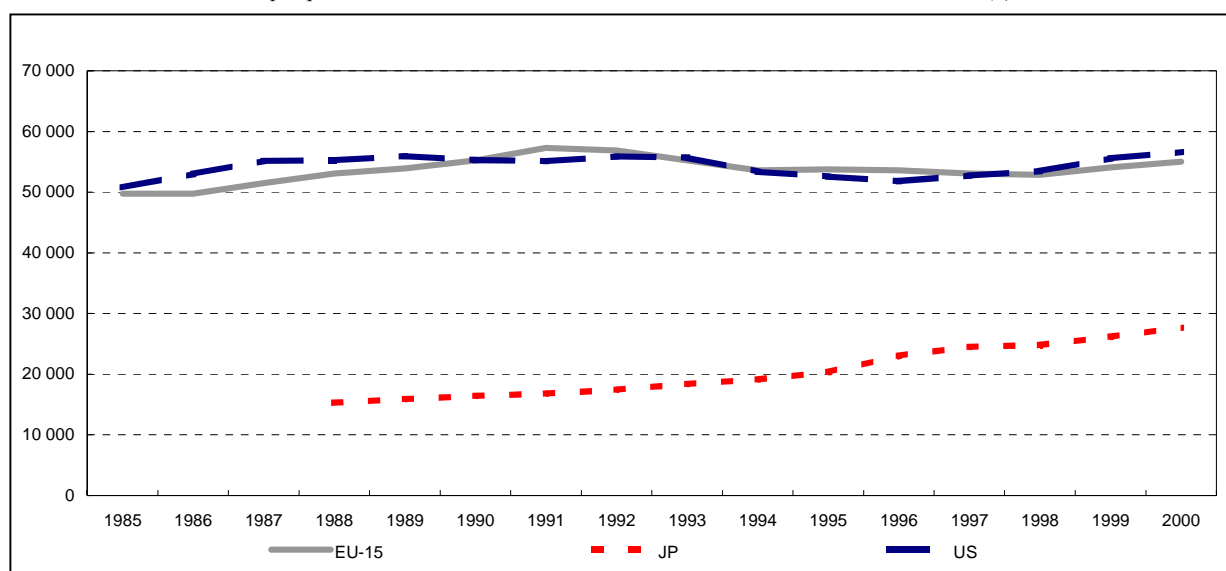


Sources: Eurostat, OECD (JP, US).

(1) EU = 2000, estimation; US = 1999 et 2000, données provisoires.

Dans ce contexte et après correction de l'inflation, le graphique 4 présente également les CBPRD, en millions d'ECU/EUR constants de 1995, entre 1985 et 2000. Les crédits publics européens consacrés aux activités liées à la R&D ont atteint leur niveau maximum en 1991; depuis, ils ont diminué pour se situer à 55 milliards d' ECU/EUR en 2000 (chiffres provisoires). Les CBPRD aux États-Unis suivent également une voie à la baisse. Le Japon, en revanche, a vu ses dépenses absolues augmenter d'environ 80 % entre 1988 et 2000.

Graphique 4: CBPRD en millions d'ECU/EUR constants de 1995, 1985-2000 (1)



Sources: Eurostat, OECD (JP, US).

(1) EU = 2000, estimation; US = 1999 et 2000, données provisoires.

Des priorités socio-économiques différentes dans la Triade

La relative stabilité des crédits publics totaux affectés à la R&D (mesurés en prix constants) au cours des quinze dernières années dans l'Union européenne et aux États-Unis cache toutefois des différences relatives en ce qui concerne les objectifs socio-économiques. Le graphique 5 présente l'évolution de ces priorités dans l'UE-15, au Japon et aux États-Unis durant la dernière décennie.

Dans l'Union européenne, la 'Recherche financée par les fonds généraux des universités' constitue une part de plus en plus dominante des CBPRD, en raison à la fois de sa constante augmentation et du repli des 'Objectifs technologiques'. Cette dernière catégorie a perdu de l'importance principalement à cause de la réduction du budget consacré aux 'Production et technologie industrielles'. La défense a également connu une forte régression.

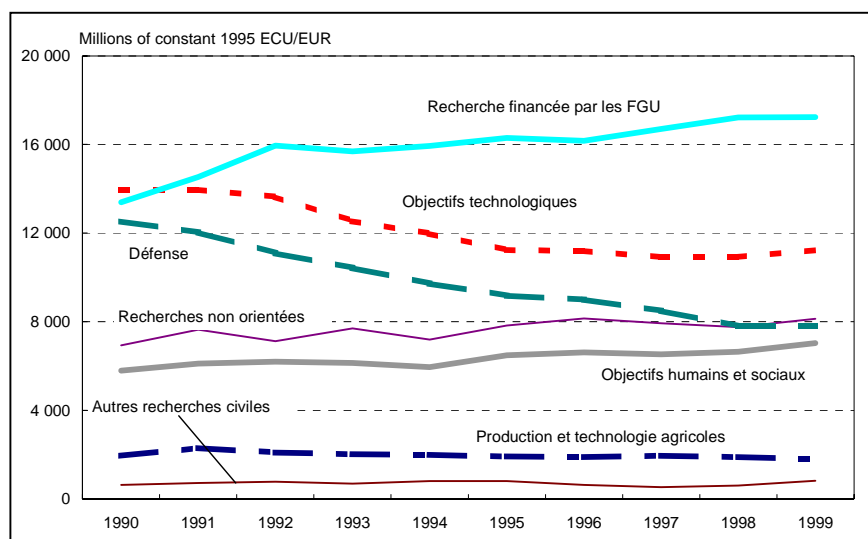
Graphique 5: CBPRD par objectifs socio-économiques regroupés, en millions d'ECU/EUR constants de 1995, 1990-1999 (1)

Les 'Recherches non orientées' présentent une croissance modeste mais constante dans l'UE. Cela est vrai également pour la catégorie 'Objectifs humains et sociaux', qui intègre la forte progression de l'une de ses composantes: la 'Santé publique'.

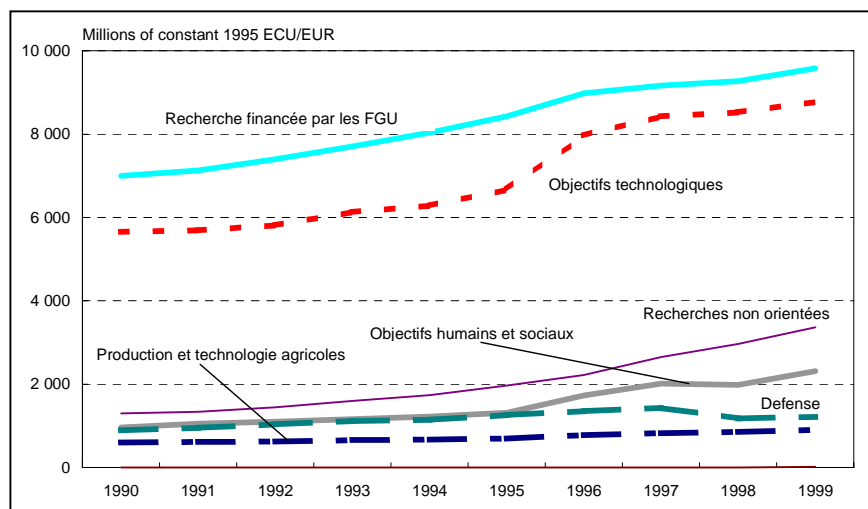
Au Japon, la 'Recherche financée par les FGU' a connu une augmentation identique, voire légèrement supérieure. Néanmoins, les 'Objectifs technologiques' et les 'Recherches non orientées' ont également enregistré des croissances importantes durant la dernière décennie.

Aux États-Unis, les crédits publics consacrés à la défense ont diminué en termes absolus au cours des années 1990, mais ils représentaient encore plus de 50 % des CBPRD en 1998. Les crédits affectés aux 'Objectifs humains et sociaux' ont progressé d'un tiers, en termes absolus, entre le début et la fin de la décennie. La Santé publique représente la majeure partie de l'augmentation.

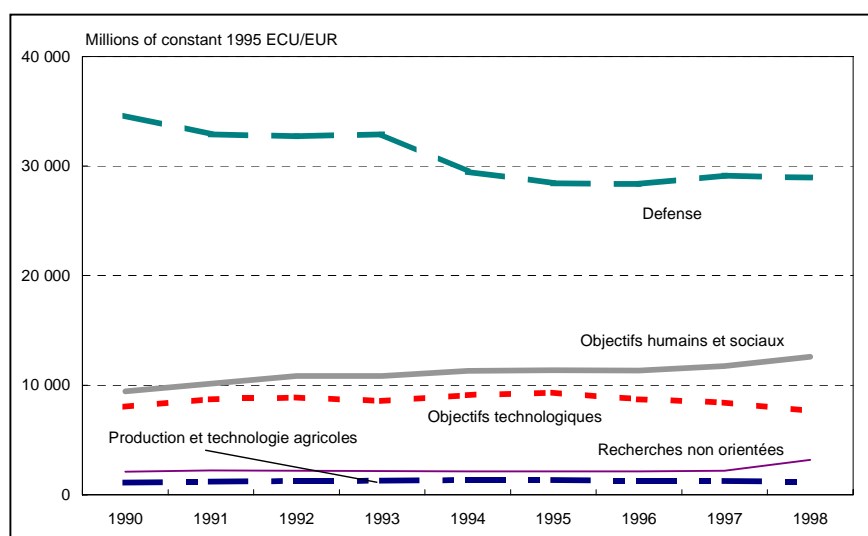
EU-15



JP



US



Sources: Eurostat, OECD (JP, US).

(1) US = 1990-98

Pour des raisons d'espace, certains chapitres de la NABS ont été regroupés. Les catégories 'Objectifs humains et sociaux' et 'Objectifs technologiques' sont obtenues en réunissant les chapitres suivants de la NABS:

Les 'Objectifs humains et sociaux' regroupent les chapitres de la NABS:

2. Infrastructures et aménagement du territoire
3. Pollution et protection de l'environnement
4. Santé publique
8. Structures et relations sociales

Les 'Objectifs technologiques' regroupent les chapitres de la NABS:

1. Exploration et exploitation du milieu terrestre
5. Production, distribution et utilisation rationnelle de l'énergie
7. Production et technologie industrielles
9. Exploration et exploitation de l'espace

➤ CE QU'IL FAUT SAVOIR – NOTES METHODOLOGIQUES

Définition — Crédits budgétaires publics de R&D (CBPRD)

Les crédits budgétaires publics de R&D représentent tous les crédits de R&D inscrits aux budgets fédéraux et de l'administration centrale. Ils se rapportent donc aux prévisions budgétaires et non aux dépenses effectives. Les administrations provinciales ou régionales doivent être incluses, si leur contribution est importante. Sauf indication contraire, les données comprennent à la fois les dépenses de fonctionnement et d'équipement et couvrent non seulement la R&D financée par les fonds publics et réalisée dans des établissements publics, mais aussi la R&D financée par les administrations publiques dans le secteur des entreprises, des institutions privées sans but lucratif et des établissements d'enseignement supérieur, de même qu'à l'étranger (c'est-à-dire dans les organisations internationales). Les dépenses de R&D effectives ne sont connues définitivement qu'un certain temps après la clôture de l'exercice budgétaire concerné et s'écartent parfois sensiblement des crédits initialement inscrits au budget. Ces indications et d'autres informations méthodologiques sont disponibles dans le Manuel de Frascati, OCDE, 1994.

Écarts méthodologiques

Malgré tous les efforts déployés, les concepts et méthodes d'observation des dépenses publiques de R&D dans les différents États membres de l'UE-15, aux États-Unis et au Japon ne sont pas entièrement harmonisés.

Les données pour les États-Unis ne tiennent pas compte des objectifs socio-économiques 'Recherche financée par les fonds généraux des universités' et 'Autres recherches civiles' et sont donc systématiquement sous-estimées. Il convient d'être prudent dans les comparaisons avec d'autres pays.

Les chiffres pour le Japon sont des estimations réalisées par le Secrétariat de l'OCDE et sont reconnus comme données officielles par le gouvernement japonais. Ils sous-estiment les dépenses effectuées pour les sciences sociales et humaines et ne sont donc comparables que dans une certaine mesure avec les données d'autres pays. En outre, les données sont en général sous-estimées du fait de l'exclusion de la part de R&D des contrats militaires.

Le budget de R&D de la Commission européenne ne comprend pas les ressources du Fonds européen de développement consacrées à la recherche technologique. Les coûts administratifs sont également exclus.

Exceptions

Il n'existe pas de données de CBPRD pour le Luxembourg, les totaux de l'UE-15 excluent donc le Luxembourg.

Les totaux de l'EEE ne tiennent pas compte du Liechtenstein et du Luxembourg.

Les données pour les CBPRD totaux ne sont disponibles aux États-Unis que pour 1999 et 2000.

Ventilation par objectifs socio-économiques— NABS

Les crédits budgétaires publics de R&D sont ventilés par objectifs socio-économiques sur la base de la NABS (Nomenclature pour l'analyse et la comparaison des programmes et des budgets scientifiques, Eurostat 1994). La version de la NABS de 1983 s'applique à toutes les données jusqu'en 1992 pour les budgets définitifs et jusqu'en 1993 pour les budgets provisoires. La version de 1993 est applicable à partir de 1993 pour les budgets définitifs et de 1994 pour les budgets provisoires. En raison de la révision de la NABS, il est assez difficile, au niveau de certaines rubriques à un ou deux chiffres de la NABS, de comparer les données contenues dans la présente publication avec celles des précédentes. Les principales différences concernent les chapitres 1, 3, 5, 7, 10 et 11 de la NABS. Les pays ne collectent pas tous directement les données selon la NABS, mais recourent à d'autres classifications compatibles (OCDE, Nordforsk). Ces données sont ensuite converties vers la NABS (voir paragraphe 455 du Manuel de Frascati).

Série chronologique

Les données mesurées en ECU/EUR constants de 1995 sont d'abord corrigés en fonction de l'inflation à l'aide du déflateur du PIB (un indice de Paasche ayant pour base 1995 = 100) du pays en question, avant d'appliquer le taux de change de l'ECU/EUR de 1995. Le déflateur du PIB correspond en général au Système européen des comptes 1995 (SEC 95), disponible sur New Cronos (thème 2). Lorsque la série est incomplète, le déflateur du PIB ajusté établi sur la base du SEC 79 a été utilisé. Dans de tels cas, il convient d'être prudent lors de l'interprétation des résultats.

Comme pour le déflateur du PIB, les séries chronologiques sur le PIB sont établies à l'aide des deux systèmes européens des comptes.

Abréviations et symboles

'a'	déflateur du PIB complété à l'aide du SEC 79	'p'	provisoire
'd'	l'Islande n'est pas inclus dans l'EEE	's'	estimation d'Eurostat
'e'	estimation	' '	rupture dans la série
ESA	SEC - Système européen des comptes	'.'	non disponible
'f'	prévision pour le déflateur du PIB	'-'	non applicable ou égal à zéro.

Pour en savoir plus:

➤ Les publications de référence

Titre Recherche et Développement: Statistiques Annuelles 2001
(à paraître)

➤ Les bases de données

New Cronos, Thème 9
Domaine GBAORD

Pour toute information ou commande de publications, bases de données et extractions de bases de données à la demande, contactez le réseau **Data Shops**:

BELGIQUE/BELGIË	DANMARK	DEUTSCHLAND	ESPAÑA	FRANCE	ITALIA - Roma
Eurostat Data Shop Bruxelles/Brussel Planistat Belgique Rue du Commerce 124 Handelsstraat 124 B-1000 BRUXELLES / BRUSSEL Tel. (32-2) 234 67 50 Fax (32-2) 234 67 51 E-mail: datashop@planistat.be	DANMARKS STATISTIK Bibliotek og Information Eurostat Data Shop Sejrogade 11 DK-2100 KØBENHAVN Ø Tlf. (45) 39 17 30 30 Fax (45) 39 17 30 03 E-mail: bib@dst.dk	STATISTISCHES BUNDESAMT Eurostat Data Shop Berlin Otto-Braun-Straße 70-72 (Eingang: Karl-Marx-Allee) D-10178 BERLIN Tel. (49) 1888 644 94 27/28 Fax (49) 1888-644 94 30 E-Mail: datashop@statistik-bund.de	INE Eurostat Data Shop Paseo de la Castellana, 183 Oficina 009 Entrada por Estébanez Calderón E-28046 MADRID Tel. (34) 91 583 91 67 Fax (34) 91 579 71 20 E-mail: datashop.eurostat@ine.es	INSEE Info Service Eurostat Data Shop 195, rue de Bercy Tour Gamma A F-75582 PARIS CEDEX 12 Tél. (33) 1 53 17 8844 Fax (33) 1 53 17 88 22 E-mail: datashop@insee.fr	ISTAT Centro di Informazione Statistica Sede di Roma, Eurostat Data Shop Via Cesare Balbo, 11a I-00184 ROMA Tel. (39) 06 46 73 31 02/06 Fax (39) 06 46 73 31 01/07 E-mail: dipdiff@istat.it
ITALIA - Milano	LUXEMBOURG	NEDERLAND	NORGE	PORTUGAL	SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA
ISTAT Ufficio Regionale per la Lombardia Eurostat Data Shop Via Fieno 3 I-20123 MILANO Tel. (39) 02 80 61 32 460 Fax (39) 02 80 61 32 304 E-mail: mileuro@tin.it	Eurostat Data Shop Luxembourg BP 453 L-2014 LUXEMBOURG 4, rue Alphonse Weicker L-2721 LUXEMBOURG Tél. (352) 43 35 2251 Fax (352) 43 35 22221 E-mail: dslux@eurostat.datashop.lu	STATISTICS NETHERLANDS Eurostat Data Shop-Voorburg Postbus 4000 2270 JM VOORBURG Nederland Tel. (31-70) 337 49 00 Fax (31-70) 337 59 84 E-mail: datsahop@cbs.nl	Statistics Norway Library and Information Centre Eurostat Data Shop Kongens gate 6 Boks 8131 Dep. N-0033 OSLO Tel. (47) 21 09 46 42/43 Fax (47) 21 09 45 04 E-mail: Datashop@ssb.no	Eurostat Data Shop Lisboa INE/Serviço de Difusão Av. António José de Almeida, 2 P-1000-043 LISBOA Tel. (351) 21 842 61 00 Fax (351) 21 842 63 64 E-mail: data.shop@ine.pt	Statistisches Amt des Kantons Zürich, Eurostat Data Shop Bleicherweg 5 CH-8090 Zürich Tel. (41-1) 225 12 12 Fax (41-1) 225 12 99 E-mail: datashop@statistik.zh.ch Internet: http://www.zh.ch/statistik
SUOMI/FINLAND	SVERIGE	UNITED KINGDOM	UNITED KINGDOM	UNITED STATES OF AMERICA	
STATISTICS FINLAND Eurostat Data Shop Helsinki Tilastokirjasto PL 28 FIN-00022 Tilastokeskus Työpajakatun 13 B, 2.Kerros, Helsinki P. (358-9) 17 34 22 21 F. (358-9) 17 34 22 79 Sähköposti: datashop.tilasto.kes.kus@tilastokeskus.fi Internet: http://www.tilastokeskus.fi/tk/kk/datashop.html	STATISTICS SWEDEN Information service Eurostat Data Shop Karlavägen 100 - Box 24 300 S-104 51 STOCKHOLM Tfn (46-8) 50 69 48 01 Fax (46-8) 50 69 48 99 E-post: infoservice@scb.se Internet: http://www.scb.se/info/datascho pleudatashop.asp	Eurostat Data Shop Enquiries & advice and publications Office for National Statistics Customers & Electronic Services Unit 1 Drummond Gate - B1/05 LONDON SW1V 2QQ United Kingdom Tel. (44-20) 75 33 56 76 Fax (44-1633) 81 27 62 E-mail: enrstatl.datasshop@ons.gov.uk	Eurostat Data Shop Electronic Data Extractions, Enquiries & advice - R.CADE 1L Mounjooy Research Centre University of Durham DURHAM DH1 3SW United Kingdom Tel: (44-191) 374 73 50 Fax: (44-191) 384 49 71 E-mail: rcade@dur.ac.uk Internet: http://www.rcade.dur.ac.uk	HAVER ANALYTICS Eurostat Data Shop 60 East 42nd Street Suite 3310 NEW YORK, NY 10165 USA Tel. (1-212) 986 93 00 Fax (1-212) 986 69 81 E-mail: eurodata@haver.com	

Media Support Eurostat (seulement pour journalistes professionnels):

Bâtiment Bech Bureau A3/48 - L-2920 Luxembourg - Tél. (352) 4301 33408 - Fax (352) 4301 32649 - e-mail: eurostat-mediasupport@cec.eu.int

Pour toute information méthodologique:

Ibrahim Laafia, Eurostat/A4, L-2920 Luxembourg, Tel. (352) 4301 34462, Fax (352) 4301 34149, E-mail: ibrahim.laafia@cec.eu.int

Le présent document a été réalisé en collaboration avec Alex Stimpson.

ORIGINAL: Anglais

N'hésitez pas à nous rencontrer sur Internet à l'adresse suivante: www.europa.eu.int/comm/eurostat/ si vous désirez de plus amples informations!

Une liste des bureaux de vente dans le monde est disponible à l'**Office des publications officielles des Communautés européennes**.

2 rue Mercier - L-2985 Luxembourg
Tél. (352) 2929 42118 Fax (352) 2929 42709
Adresse Internet: <http://eur-op.eu.int/fr/generals-ad.htm>
courrier électronique: info-info-opoce@cec.eu.int

BELGIQUE/BELGIË - DANMARK - DEUTSCHLAND - GREECE/ELLADA - ESPAÑA - FRANCE - IRELAND - ITALIA - LUXEMBOURG - NEDERLAND - ÖSTERREICH
PORTUGAL - SUOMI/FINLAND - SVERIGE - UNITED KINGDOM - ISLAND - NORGE - SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA - BALGARJA - CESHÁ REPUBLIKA - CYPRUS
EESTI - HRVATSKA - MAGYARORSZÁG - MALTA - POLSKA - ROMÂNIA - RUSSIA - SLOVAKIA - SLOVENIA - TÜRKIYE - AUSTRALIA - CANADA - EGYPT - INDIA
ISRAËL - JAPAN - MALAYSIA - PHILIPPINES - SOUTH KOREA - THAILAND - UNITED STATES OF AMERICA

Bon de commande

Je m'abonne à Statistiques en bref pour 1 an (du 1.1.2001 au 31.12.2001):
(adresses des Data Shops et des bureaux de vente voir plus haut)

Formule 1: L'ensemble des 9 thèmes (environ 140 numéros)

Papier: 360 EUR

Langue souhaitée: DE EN FR

Formule 2: Un ou plusieurs des 7 thèmes suivants:

Thème 1 « Statistiques générales »

Papier : 42 EUR

Thème 2 « Économie et finances »

Thème 3 « Population et conditions sociales »

Thème 4 « Industrie, commerce et services »

Thème 5 « Agriculture et pêche »

Thème 6 « Commerce extérieur »

Thème 8 « Environnement et énergie »

Papier: 84 EUR

Langue souhaitée: DE EN FR

Les Statistiques en bref (fichier pdf) peuvent être téléchargés gratuitement du site internet Eurostat. Vous devez simplement vous enregistrer. Pour d'autres formules, veuillez contacter votre Data Shop.

Merci de me faire parvenir un exemplaire gratuit du « mini-guide Eurostat » (sélection de produits et services Eurostat)

Langue souhaitée: DE EN FR

Je souhaite m'abonner gratuitement à « Références statistiques », la note d'information sur les produits et services Eurostat

Langue souhaitée: DE EN FR

M. M^{me} M^{lle}

(SVP écrire en majuscules)

Nom: _____ Prénom: _____

Société: _____ Département: _____

Fonction: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Ville: _____

Pays: _____

Tél.: _____ Fax: _____

E-mail: _____

Paiement à réception de la facture de préférence par:

Virement bancaire

Visa Eurocard

Carte N°: _____ Expiration le: ____/____/____

Merci de confirmer votre numéro de TVA intra-communautaire:

A défaut, la TVA sera appliquée automatiquement. Aucune note de crédit ne sera établie a posteriori.